

# De la crise alimentaire à la crise des *subprimes* : les limites d'un modèle libéral-productiviste

Par Alain Lipietz

Intervention aux Rencontres Auxerroises du Développement Durable  
31 mars 2012

Grand témoin de l'édition 2012 des RADD, l'économiste et écologiste Alain Lipietz a montré comment la crise alimentaire qui a affecté en 2006 les populations pauvres des pays du Sud comme du Nord, a pu « alimenter » la crise des *supprimes* intervenue en 2007 aux États-Unis avant de se répandre dans le reste du monde. Thèse développée dans son dernier livre paru sous le titre : *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste* (La Découverte, 2012). Récusant tout l'élaboration de solutions alternatives.

D'abord, je tenais à féliciter les organisateurs des Rencontres Auxerroises du Développement Durable. J'ai rarement vu une rencontre de cette qualité, traitant à la fois des enjeux et des initiatives et des réponses qui peuvent être apportées au niveau d'un territoire, d'une municipalité (comme la politique menée par la ville d'Auxerre, en matière de restauration scolaire), des individus, qu'ils soient consommateurs ou producteurs.

Je parcours le monde depuis bien des années. Je sens monter un mouvement social autour de la question de l'alimentation. Cette question s'impose comme un des sujets majeurs de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, au même titre que le réchauffement climatique. Comme je vais m'employer à vous le montrer, la crise alimentaire qui fait rage dès 2006 est un des facteurs explicatifs de la crise économique et financière inaugurée en 2007-2008 par la crise des *subprimes*. Inversement, ce sont les réponses que nous y apporterons qui conditionneront la sortie de la crise économique et financière que l'on appréhende désormais comme une « crise de la dette souveraine. »

## Un modèle libéral-productiviste

Au cours de ces trente dernières années, nous avons assisté à la convergence des pays du Sud et du Nord vers un seul et même modèle économique qui, aujourd'hui, est devenu dominant à l'échelle de toute la planète. Ce à quoi aucun modèle n'était parvenu avant lui. Il domine aussi bien des pays de tradition

libérale que des pays à dominante socio-démocrate, ou autrefois communistes, les pays du Nord comme ceux du Sud. C'est le modèle que je qualifie de « libéral-productiviste ».

« Libéral », car il implique le démantèlement d'un certain nombre de réglementations et d'accords qui avaient piloté la croissance, de la fin de la Seconde guerre mondiale à la fin des années 1970. Si certains pays du Sud (ceux d'Amérique latine notamment) ont eut un rôle pionnier dans ce démantèlement, d'autres pays ont essayé de contrer ce démantèlement à travers des organisations régionales encadrant les marchés agricoles. Tous ces efforts ont été balayés à partir des années 1980. Depuis, en trente ans, nous avons assisté à une accentuation sans précédent de la polarisation entre les riches et les pauvres, avec l'apparition de classes moyennes dans les pays émergents (Chine, Inde...) qui sont parvenues au même niveau de vie que les Occidentaux, adoptant jusqu'à leur style alimentaire. Certes, cela participe d'un développement général, mais à quel prix ! Parallèlement, on assiste à une prolifération de travailleurs pauvres, soit salariés, soit paysans dépendant de firmes agro-exportatrices.

Le modèle dominant actuel est par ailleurs « productiviste » au sens où sa finalité n'est autre que de produire toujours plus, pour accumuler toujours plus de profits ou de pouvoir. Ce productivisme n'est certes pas nouveau. Il caractérisait aussi les modèles des années de l'après-guerre (à l'Ouest et à l'Est), mais au moins contribuait-il à l'emploi et au développement de l'Etat providence. Les profits réalisés devaient être « les investissements de demain et les emplois d'après demain ». Aujourd'hui, seul compte le profit financier. On licencie si nécessaire pour améliorer la rentabilité des entreprises et rassurer les actionnaires.

Ce productivisme se poursuit au détriment de la planète. Il engendre des pollutions locales et mondiales. Voyez les pluies acides, la destruction de la couche d'ozone et surtout, aujourd'hui, la montée des gaz à effet de serre (GES), à laquelle le système alimentaire contribue pour la moitié. Au sens strict, l'agriculture n'est responsable que de 20% des émissions de GES. Mais si l'on considère l'ensemble du système agro-alimentaire, du défrichage et de la production des engrais à la destruction des déchets alimentaires en passant par la transformation, l'acheminement... on arrive à la moitié des émissions de GES, produites chaque année sur la planète. Pour mémoire, les engrais sont produits par électrosynthèse, très consommatrice d'énergie, par des entreprises héritières de l'industrie des explosifs utilisés au cours de conflits mondiaux. On produit par ailleurs des biens alimentaires pour les hommes mais aussi pour les animaux d'élevage, dont le cycle digestif est fortement producteur de méthane, un GES très puissant. Les produits agricoles et alimentaires sont ensuite

transportés à travers le monde. Ils nécessitent d'importante quantité d'emballage qu'il faut produire puis recycler, etc. Et enfin une masse de déchets fermente en méthane ou est brûlée tout le long du cycle. D'où le chiffre de 50 % des GES anthropiques dégagé dans le système alimentaire, qui pèse donc beaucoup plus que les transports ou le chauffage des bâtiments dans la dérive climatique.

Cette double caractéristique, libérale et productiviste, du modèle dominant actuel se retrouve dans le mécanisme de déclenchement de la crise économique et financière à partir de 2006-08. Ce que je vais rappeler ne repose donc pas sur des spéculations prospectives, mais sur les faits déjà avérés.

### **La crise alimentaire aux origines de la crise mondiale**

Du temps où j'ai été parlementaire européen (1999-2009), je participais à deux commissions : la Commission économique et monétaire et la Commission du commerce international. Du haut de ces deux observatoires, on pouvait voir clairement se déployer, dès l'année 2006, la crise mondiale.

Elle a débuté non pas par celle des *subprimes*, comme on le pense, mais par une autre crise qu'on a un peu oubliée : la crise alimentaire, intervenue juste avant. En 2006, la FAO<sup>1</sup> nous alertait : nous atteignons un niveau inconnu dans l'histoire des statistiques alimentaires mondiales. Une personne sur sept était sous-alimentée. Le rapporteur spécial auprès de l'Onu sur la question du droit à l'alimentation dans le monde, Jean Ziegler, relevait qu'à partir du milieu des années 2000, un enfant de moins de dix ans meurt de faim dans le monde, toutes les cinq secondes. C'est toujours le cas aujourd'hui.

En tant que consommateurs « du Nord », vous avez pu percevoir les effets de cette crise, sur les marchés, en France et dans les autres pays développés, avec le regain d'inflation des produits alimentaires. Certes, considérée dans sa globalité, la hausse de prix est restée relativement stable et faible. Mais un examen détaillé fait apparaître une nette augmentation du prix des biens alimentaires au long des années 2000. D'aucuns l'imputaient au passage à l'euro. Faux ! La même hausse est enregistrée en dollars et en livres sterling. Les produits de consommation quotidienne et obligatoire - l'alimentation et l'énergie - augmentaient bel et bien, et fortement, tandis que ce que l'on consomme occasionnellement - matériel hi fi, automobile, etc. - diminuaient en prix relatifs grâce au transfert de la production vers les pays du Sud, à commencer par la Chine. D'où l'illusion d'une inflation très faible. Ainsi, si l'inflation en France a été de 2% en 2010, les prix alimentaires ont, eux, augmenté de 8%. Et cela continue. L'année 2011 se caractérise par les index des cours alimentaires

---

<sup>1</sup> *Food and Agriculture Organisation* : l'agence agro-alimentaire de l'Onu.

mondiaux les plus élevés jamais enregistrés depuis qu'on dispose de séries statistiques.

Qu'est-ce qui fait augmenter le prix des biens alimentaires si rapidement dans le monde ? Il y a plusieurs explications, aucune n'étant exclusive.

D'abord, l'augmentation de la population mondiale qui atteint les 7 milliards. Elle devrait se stabiliser à 9,3 milliards en 2050, ce qui fera néanmoins un nouveau gain de plus de 2,3 milliards qu'il faudra bien nourrir. La situation est tendue. Mais aussi bien la FAO que l'Académie des sciences française (qui a publié, en septembre 2011, un rapport passionnant sur le sujet : *Population, alimentation et climat*) estiment que l'on peut faire face à ce défi, à condition que l'on surmonte les facteurs de crise. Autrement dit, on est sur une ligne de crête.

Second facteur, l'urbanisation des espaces, qui tend à réduire les surfaces agricoles (en France : l'équivalent d'un département tous les 7 ans). Historiquement, les villes sont apparues là où il y avait des ressources en eau et de bonnes terres. Et elles se sont développées ensuite à partir de ces noyaux. L'urbanisation mondiale actuelle dévore donc en priorité les meilleures terres agricoles.

Troisième facteur : le réchauffement climatique et les catastrophes naturelles qu'il engendre. Ces dernières années, il a durement frappé les principaux greniers à grains de la planète : l'Australie, qui a connu de gigantesques incendies en 2006-2007, après trois années de sécheresse ; la Russie et l'Ukraine où les millions d'hectares de tchernoziom (ces « terres noires » riches en humus) sont parties en fumée lors de la canicule de 2010. Ces catastrophes sont appelées à se répéter à mesure que le réchauffement climatique va s'accroître<sup>2</sup>. Des optimistes considèrent que ce réchauffement va entraîner un simple décalage des climats vers les pôles... Pourquoi pas ? Sauf que rien n'indique que les espèces végétales et animales vont migrer à la même vitesse pour reconstituer de manière coordonnée les écosystèmes qui ont été favorables à nos systèmes de production agricole, et que les populations humaines pourront suivre ce mouvement de migration. Il est à craindre que durant une période transitoire, dont personne ne peut estimer la durée, les pays du pourtour méditerranéen connaîtront des crises alimentaires suscitant des vagues de migration qui seront durement réprimées...

On n'assiste donc pas seulement à une réduction des surfaces cultivables. Le réchauffement et les catastrophes climatiques sont d'autant plus préoccupants qu'ils entraînent une réduction du rendement des terres disponibles.

« Et la spéculation ? » me direz-vous. On l'évoque souvent pour expliquer

---

<sup>2</sup> Note de décembre 2012 : C'est effectivement ce qui s'est passé dès l'été 2012 aux Etats-Unis et en Europe de l'Est...

l'emballlement récent des prix alimentaires. C'est vrai qu'elle est un facteur aggravant, mais certainement pas le « premier moteur ». Elle n'intervient qu'après le début des tensions sur les quantités. Au commencement, il y a un déséquilibre entre l'offre et la demande, qui provoque une hausse des prix. Celle-ci incite le grand négoce international à stocker d'importantes quantités de céréales pour les vendre au meilleur moment. C'est alors que la finance intervient, en spéculant sur les prix futurs.

Prenez l'exemple du riz, qui sert pour l'essentiel à l'alimentation humaine directe : en 2007, son prix a commencé par doubler sur le marché mondial en raison d'une offre insuffisante. Puis, quand l'Inde a bloqué ses exportations pour assurer ses propres besoins (elle est un importateur net), le prix du riz a fortement grimpé, les grossistes d'autres pays se mettant à stocker. C'est enfin, dans un troisième temps, que les financiers ont rejoint et donc accentué la spéculation. Finalement le cours du riz a été multiplié par 7 ! Ce genre de spéculation par rétention ne dure cependant qu'un temps car les produits agricoles sont par définition des produits saisonniers : on ne peut pas stocker le riz au-delà d'une saison (il faut bien libérer les silos pour accueillir la production suivante).

La spéculation est donc un facteur aggravant, mais pas la cause première. Le renchérissement des matières agricoles est dû à un déséquilibre structurel entre l'offre et la demande. Mais ce déséquilibre n'est pas dû seulement au ciseau entre la hausse de la population et la baisse des surfaces ou des rendements agricoles.

### **Le conflit FFFF**

Il serait illusoire de penser que, du moins, les terres agricoles disponibles seront utilisées pour satisfaire les besoins alimentaires de la population mondiale ! Elles constituent en réalité un espace sur lequel viennent s'affronter plusieurs logiques : ce que les écologistes anglo-saxons, avec le sens de la pédagogie qu'on leur connaît, appellent « le conflit FFFF ». Quatre F, pour *Food* (la nourriture pour les humains), *Feed* (la nourriture pour le bétail), *Fuel* (les agro-carburants) et *Forest* (les réserves de biodiversité, qui en plus des surfaces forestières comprennent les zones humides).

Outre les facteurs de tension que je viens d'évoquer (la démographie, l'urbanisation et le changement climatique), d'autres facteurs vont accentuer ce conflit FFFF dans les années récentes et à venir :

- Le *Feed* grossit au profit du bétail, sous l'effet de l'augmentation de la consommation en produits carnés. « *Que voulez-vous, l'homme est un carnivore, il a toujours mangé de la viande...* » Soit. Mais cette consommation n'a jamais,

depuis l'invention de l'agriculture-élevage, été aussi forte qu'aujourd'hui. Ceux qui, dans cette salle, ont vécu les années 1950 peuvent en témoigner : le repas traditionnel était à base de céréales et de légumineuses, avec un peu de protéines animales comme condiment (viande ou poisson, selon les endroits). Depuis les années 60, les plats traditionnels de nos provinces, mais aussi de pays du sud ont été abandonnés progressivement. La composition du menu s'est inversée : de la viande au milieu, et un peu de légumes autour. Ce modèle alimentaire s'est imposé sous l'influence du modèle américain (et du souci des États-Unis d'écouler leur production de maïs et de soja...). Or, les protéines consommées sous forme animale demandent dix fois plus d'espace pour leur production que les mêmes protéines produites sous forme de légumineuses (haricots, lentilles...)

La diffusion du modèle « steak » se poursuit au niveau mondial : elle affecte désormais les classes moyennes des pays émergents. Il faut donc s'attendre à une augmentation des surfaces dédiées au *Feed*, au détriment des autres F. Déjà les surfaces consacrées au soja progressent au détriment des cultures vivrières ou de la forêt, au Brésil ou en Chine.

- Le *Fuel* : face à la crise énergétique, les agrocarburants semblent devoir s'imposer. Au Parlement européen, les écologistes ont voté pour faire passer à 5 % le taux d'agrocarburants dans les carburants. Mais ils ont refusé de passer à 10%. Car attention ! Si l'on peut parvenir à 5% en valorisant les chutes et les déchets, en revanche, un objectif de 10% implique de consacrer des terres agricoles à la production directe d'agrocarburants. Ce qui ne semble pas en inquiéter certains. Un haut fonctionnaire du ministère de l'agriculture français m'expliquait qu'en 1880, la France dédiait un sixième de son territoire à l'avoine pour ses chevaux ! Il considérait donc comme normal de consacrer un 6<sup>e</sup> de notre territoire actuel pour satisfaire les besoins de nos voitures. Sauf que la situation n'est pas la même ! Les tensions FFFF sont autrement importantes, et la population française, faut-il le rappeler, a crû. Heureusement, la mobilisation des écologistes, de la presse et de quelques personnalités comme Ziegler a permis de remettre en cause cet engouement pour les agrocarburants.

Ce qui ne veut pas dire qu'il faut renoncer aux processus de méthanisation ou de combustion directe de la biomasse. La biomasse est appelée à jouer un grand rôle dans la production énergétique de demain, et le biogaz est une forme valable de stockage de l'énergie d'une saison à l'autre. Il nous faut encore cependant en améliorer l'efficacité. Le bois est la forme numéro 1 d'agro-énergie dans le monde, mais à quel prix ! Je pense en particulier à ces femmes qui, en Afrique subsaharienne, font des heures de marche pour s'en procurer... en provoquant une déforestation peut-être irréversible.

Car au final, c'est le quatrième F qui risque de pâtir des intérêts

contradictoires en présence : les forêts ainsi que les zones humides... Comme toujours dans l'histoire, quand il n'y a plus assez de place pour nourrir et les humains et leur bétail et leurs feux, on puise dans les réserves de biodiversité. C'est d'autant plus préoccupant que celles-ci ne sont pas seulement de formidables climatiseurs de la planète, mais aussi la base de son « système immunitaire ». Quand une espèce devient invasive, ce sont les gènes dispersés dans la nature qui, tels des anticorps, se chargent de la contenir.

Je prendrai un exemple pour illustrer ce propos. Au début des années 70, un champignon s'est attaqué au maïs américain, réduit alors à 4 variétés sélectionnées. L'année suivante, la récolte avait été réduite d'un tiers. Les Américains ont alors puisé dans le berceau du maïs, situé sur le territoire des Mayas, pour retrouver les variétés sauvages avec le gène à même de résister au champignon. Et ils l'ont trouvé ! Que serait-il advenu si ce patrimoine génétique avait été détruit ?

Détruire la biodiversité, c'est s'exposer à de graves accidents en se privant des antidotes génétiques. La FAO recommande d'ailleurs ne plus porter atteinte à la biodiversité. Malheureusement, la pression liée aux besoins de terres est trop forte, y compris de la part des paysans pauvres. En Amazonie, ce sont des paysans sans terre qui ont commencé à défricher la forêt amazonienne, avant d'être expulsés par les firmes multinationales qui s'en sont déclarées titulaires.

### **Des crises en cascade**

Ainsi les crises se nourrissent en cascade : le système alimentaire contribue massivement à la crise énergie-climat, la crise climatique réduit la surface et l'efficacité agricole, la croissance libérale accentue l'extension de l'élevage, la réponse productiviste à la crise énergétique accentue la production d'agrocarburants, aggravant la crise alimentaire, etc.

Cette crise alimentaire est aussi sanitaire, dans les pays du Sud mais aussi ceux du Nord, où les ménages populaires appauvris par le libéralisme tendent à rogner sur le budget alimentaire en s'alimentant avec des produits de moindre qualité nutritive. Cette nourriture de moindre qualité devient pathogène, aggrave les risques d'obésité, de diabète, et même de maladies chroniques (la recherche médicale commence à les imputer à des risques environnementaux, comme l'exposition à des produits toxiques, des pesticides...). Je renvoie à ce sujet au film de Marie-Monique Robin, *Notre poison quotidien*, programmé dans le cadre de ces rencontres.

Venons-en, à ce stade, au rapport entre cette crise alimentaire et la crise des *subprimes* de 2007-2008, qui n'est pas évident.

Rappelons préalablement le contexte : nous sommes aux États-Unis, où, à la

différence d'un pays comme le nôtre, on compte peu d'HLM. Par ailleurs le triomphe du libéralisme à partir de l'élection de Reagan (1981) a multiplié les « *working poors* » (les salariés pauvres). Résultat : les ménages, même relativement pauvres, sont contraints d'acheter leur logement. Et ce, compte tenu des risques d'insolvabilité, à des taux d'intérêt élevés et donc peu attractifs (d'où le préfixe « sub » qui suggère une moindre qualité). Pour convaincre les acheteurs de souscrire néanmoins des emprunts à de tels taux, les banques ont mis en avant la valorisation de leur bien au fil des années, tout en contraignant les futurs propriétaires à... hypothéquer leur bien.

Seulement voilà : à partir de 2006-7 et surtout de 2007-8, des dizaines de millions de ménages pauvres américains ont été confrontés à l'envolée des prix alimentaires, en plus de celui du pétrole. Ils ont été en situation de devoir arbitrer entre leur budget alimentaire, leur budget transport et leurs traites immobilières. Des dizaines de millions de ménages ont dû renoncer à rembourser leurs logements hypothéqués. Leurs créiteurs, des banques, ont alors saisi ces logements et ont cherché à les revendre pour se rembourser. Il s'en est suivi un effondrement du marché de l'immobilier. Beaucoup de ces banques ont fait faillite. Et comme elles avaient transformé leur reconnaissance de dettes en produits financiers (par le jeu de ce qu'il est convenu d'appeler la *titrisation*), replacés jusques et y compris sous forme de produits d'assurance-vie en Europe, produits dont certains d'entre vous sont peut-être propriétaires, il en a résulté une diffusion mondiale de la crise à l'ensemble des établissements financiers. Et cette crise financière mondiale a provoqué la crise des productions industrielles, puis la crise de la dette des États.

Ainsi, nous sommes face à une situation sans précédent : une crise agricole déclenchant une crise du capitalisme de grande ampleur, à l'échelle de la planète. Certes, des crises agricoles se sont déjà traduites par des crises économiques et politiques. Je renvoie aux « crises d'Ancien Régime » qui se sont produites jusqu'en 1848. Une mauvaise récolte chassait les ouvriers agricoles vers les villes ; il en résultait une baisse des salaires tandis que les prix des biens alimentaires s'envolaient. De là une baisse de la demande en produits manufacturés (surtout textile plutôt que le logement, à l'époque) qui entraînait l'effondrement de l'activité économique. Soit le même enchaînement que celui auquel on a assisté depuis 2006. Sauf qu'il se produit désormais à l'échelle de la planète.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Pour une comparaison entre la crise actuelle et les crises d'Ancien régime, et avec la Grande peste du XIV<sup>e</sup> siècle, voir « La seconde crise écologique mondiale », postface à la 3<sup>e</sup> édition de mon livre *Qu'est-ce que l'écologie politique ?*, éd. Les Petits Matins, 2012, <http://lipietz.net/?article2726>

## **Les limites d'un développement capitaliste**

En outre, la crise actuelle, à la différence des crises d'Ancien régime, est entièrement produite par le modèle de développement capitaliste. Elle ne tombe pas du ciel, elle est la résultante d'une organisation de la production mondiale fondée sur le libéralisme et le productivisme.

Une fois que l'on a compris cela, on comprend mieux aussi pourquoi il faut effectivement en finir avec le caractère libéral de l'économie, et veiller à mieux redistribuer les revenus. Étant entendu qu'on ne peut plus reproduire le schéma des années 1960-70 qui a vu l'augmentation des salaires se traduire par l'adoption d'un nouveau régime de consommation (fondé sur l'automobile et la viande de bœuf à tous les repas) dont on voit aujourd'hui le caractère insoutenable.

Le défi est grand. Pour sortir de la crise financière, il nous faut résoudre deux crises simultanément : la crise énergie-climat et la crise alimentation-santé.

Comme toujours, face aux crises, la politique aura son mot à dire. Mais la « transition par en bas » (le changement des comportements) aura aussi son importance. On est sorti des crises du Moyen Age par l'adoption de nouvelles manières d'exploiter la terre. On est sorti de celle des années 1930 par de nouvelles innovations techniques, mais aussi sociales, comme les conventions collectives et l'État-providence. Pour résoudre la crise à la fois énergétique, climatique, alimentaire et sanitaire, il va nous falloir inventer quelque chose d'équivalent et ce, au plan mondial.

## **Une avant-garde... auxerroise**

Tout ce que nous avons entendu au cours de ces deux jours est à considérer avec attention, car cela participe du processus même d'invention par l'humanité d'une réponse aux crises que je viens d'évoquer.

Voyez comment la réaction de la société civile, de la presse, des médias a bloqué la diffusion des OGM et les excès des agrocarburants de première génération. Mais la société civile ne fait pas que bloquer, elle répond aussi en termes de propositions, comme l'illustre une ville comme Auxerre, à travers l'introduction du bio dans les cantines scolaires. Par le volume de la commande publique, c'est l'ensemble des collectivités qui peuvent contribuer à amplifier le mouvement : les communes pour les établissements du primaire, les départements pour les collèges, les régions pour les lycées.

Une communauté d'agglomération comme celle de Créteil sert 13 000 repas chaque jour et cherche elle aussi à passer au bio. C'est beaucoup, quand on sait que le Val-de-Marne, le département auquel elle appartient, compte peu de

producteurs « bio » ! Mais, patiemment, elle construit une filière d'approvisionnement en incitant les producteurs à mieux coopérer et en se servant, justement, du levier de la commande publique. Même un arrondissement de Paris (le 2<sup>e</sup>) a montré qu'il était possible de promouvoir le bio : son maire (un élu écologiste) a acheté des terres, dans le Val d'Oise, pour y installer des paysans bio.

Ce sont des exemples parmi d'autres. Il y en a bien d'autres comme l'ont montré ces Rencontres Auxerroises du Développement Durable : les Amap et autres « Paniers » de légumes, les boutiques de producteurs, les marchés locaux... C'est tout sauf négligeable. Cela participe d'un vrai mouvement social que la presse relaie à sa façon. Voyez tout ce qui se publie sur la manière de bien se nourrir. Tant mieux. Mais, comme tout mouvement social, celui-ci exige des réformes. Pour le passage au bio, c'est la réforme de la Politique agricole commune, qui fera l'objet d'une négociation en 2014 ; celle aussi de la commande publique pour faire reconnaître la production locale comme un critère de choix.

Pour encourager les initiatives qui émergent sur nos territoires, il y a bien des obstacles juridiques à lever, notamment sur le plan fiscal. Au fur et à mesure que les initiatives vont se développer, elles vont être exposées au fisc avec toutes les complications que cela peut signifier. Je fonde donc beaucoup d'espoir dans la loi cadre en faveur de l'économie sociale et solidaire. Il importe qu'elle reconnaisse la fonction d'utilité publique des circuits alimentaires courts, bio et équitables.

Enfin, il y a la question foncière - elle a été évoquée au cours de ces échanges. Beaucoup de jeunes agriculteurs aspirent à faire du bio, mais ne le peuvent faute de disposer de terres. Que faire ? On a évoqué les Schémas de cohérence territoriale (Scot). C'est une solution. Mais il faudra aussi que l'exemple d'une association comme *Terre de liens* incite les Safer à décupler leurs efforts dans la préservation des terres agricoles et leur mise à disposition des jeunes candidats à l'établissement en bio.

En bref, il y a encore beaucoup à faire. Mais que cela ne vous décourage pas. Car vous êtes, ici, à Auxerre et dans l'Auxerrois, à l'avant-garde d'un mouvement social qui prépare une révolution alimentaire. Cette révolution permettra à la planète de se sauver, même avec les 9,3 milliards d'êtres humains annoncés pour 2050. Elle se décide, ici et maintenant, dans nos assiettes.